

Arrêté préfectoral n°SEN/2023/07/11-103 portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatives au système d'assainissement d'Abzac bourg d'une capacité de 96 Kg/j de DBO₅, soit 1 600 EH

Le Préfet de la Gironde

VU la directive européenne n°91/271 du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2019-773 du 24/07/2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement ;

VU le décret n°2020-828 du 30/06/2020 modifiant la nomenclature et la procédure en matière de police de l'eau ;

VU l'arrêté ministériel du 25/01/2010 révisé, relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 21/07/2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅, modifié par les arrêtés du 24 août 2017 et du 31 juillet 2020 ;

VU les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne, approuvé le 10/03/2022 et publié aux JO le 11/03/2022 ;

VU les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappes Profondes de Gironde, révisé, approuvé le 18/06/2013 ;

VU les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Isle Dronne, approuvé le 02/08/2021 ;

VU l'arrêté portant prescriptions spécifiques n°SEN/2020/11/09-151 du 18 novembre 2020 relatif au système d'assainissement d'Abzac Bourg,

VU l'avis du bénéficiaire réputé favorable concernant les prescriptions spécifiques ;

CONSIDÉRANT que la directive européenne relative au traitement des eaux urbaines exige que les concentrations de tous les échantillons prélevés dans des conditions d'exploitation normales ne doivent pas s'écarter de plus de 100 % des valeurs paramétriques pour les paramètres DBO₅ et DCO et de 150 % pour les matières en suspensions (MES), les valeurs réductrices des paramètres DBO₅, DCO et MES sont modifiées ;

CONSIDÉRANT que le système d'assainissement d'Abzac Bourg est non conforme en 2020, 2021 et 2022 en performance,

CONSIDÉRANT que dans ce contexte, le système d'assainissement est non conforme en équipement en 2022,

CONSIDÉRANT que des actions doivent être mises en place pour permettre le retour à la conformité du système d'assainissement au plus tard le 1^{er} janvier 2025,

CONSIDÉRANT qu'au regard des conditions défavorables à la réalisation d'un suivi biologique dans le milieu récepteur et après avis du groupe PDOM (pressions domestiques), il n'est pas nécessaire de maintenir le suivi biologique des Hilaires,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières à l'opération projetée, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L211-1 du Code de l'Environnement ;

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER: Abrogation de l'arrêté préfectoral n°SEN/2020/11/09-151 du 18 novembre 2020

Sont abrogées, dans leur intégralité, les dispositions de l'arrêté préfectoral n°SEN/2020/11/09-151 du 18 novembre 2020 relatif au système d'assainissement d'Abzac Bourg.

ARTICLE 2 : Objet de la déclaration

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable et d'Assainissement des Vallées de l'Isle et de la Dronne désigné ci-après le bénéficiaire, est autorisé en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants, à :

- procéder à l'exploitation du réseau de collecte de la commune d'Abzac Bourg,
- procéder à l'exploitation de la station de traitement d'Abzac Bourg, d'une capacité de 1 600 EH, située sur la commune d'Abzac, en vue de traiter les effluents provenant de la commune d'Abzac,
- procéder au rejet des effluents traités dans le cours d'eau « les Hilaires».

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

La rubrique définie au tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
2.1.1.0	<p>Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales :</p> <p>1° Supérieure à 600 kg de DBO5 A</p> <p>2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 D</p> <p>Un système d'assainissement collectif est constitué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées et des ouvrages assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur, relevant en tout ou partie d'un ou plusieurs services publics d'assainissement mentionnés au II de l'article L. 2224-7 du code général des collectivités territoriales. Dans le cas où des stations de traitement des eaux usées sont interconnectées, elles constituent avec les systèmes de collecte associés un unique système d'assainissement. Il en est de même lorsque l'interconnexion se fait au niveau de plusieurs systèmes de collecte. Une installation d'assainissement non collectif est une installation assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.</p>	<p>Déclaration (Capacité de traitement de 96 kg de DBO₅ par jour, soit 1 600 EH)</p>	<p>Arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié</p>

Le présent arrêté n'autorise pas de rabattement de nappe. Cette opération relève de la rubrique 1.1.1.0 et peut relever également suivant le contexte et les seuils des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0 et 1.3.1.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement. La forme du dossier à constituer dépend de la procédure à appliquer au titre de ces rubriques.

ARTICLE 3 : Prescriptions générales

Le bénéficiaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel du 21/07/15, visé ci-dessus, ou par des textes en vigueur plus récents.

ARTICLE 4 : Prescriptions spécifiques

Le bénéficiaire doit respecter les prescriptions spécifiques suivantes :

4-1 Mise en conformité du système d'assainissement d'Abzac Bourg :

- Le bénéficiaire met en place à partir de juillet 2023 les actions suivantes qui devront être terminées au **31 décembre 2023** :
 - inspecter les raccordements : écoles, restaurants, traiteurs, industriels),
 - intervenir sur le restaurant déjà identifié sans dégraisseur,
 - calculer les temps de séjour dans les canalisations de refoulement pour envisager ou non le traitement des sulfures,
 - réaliser un programme d'analyses renforcées : une analyse mensuelle pendant 6 mois permettant d'apprécier la qualité des eaux usées en entrée de station et vérifier l'évolution de la concentration de MES dans les eaux usées traitées. Les éléments à rechercher sont les suivants :
 - > Eau brute : MES, DBO, DCO, NK, NNH4, P, SEH (Substances Extractibles au Chloroforme = graisses) et mesures de terrain : pH, Conductivité, ReDox
 - > Eau traitée : MES, DBO, DCO, NK, NNH4, NNO2, NNO3, P, SEH (Substances Extractibles au Chloroforme = graisses) et mesures de terrain : pH, Conductivité, ReDox
 - > Boues aérées : MES, MVS, IB, Observation microscopique pour suivre l'évolution de la qualité de la boue suite à l'extraction des mousses vers les FPR.
- Le bénéficiaire établit un rapport de synthèse, **au plus tard le 31 janvier 2024**, dans lequel sont décrites les actions menées en 2023 pour la mise en conformité du système d'assainissement d'Abzac Bourg ainsi qu'une analyse critique précisant les résultats sur la conformité en performance du système d'assainissement d'Abzac Bourg.
- **A partir du 1^{er} janvier 2024**, le bénéficiaire réalise un bilan d'autosurveillance sur les paramètres organiques et MES une fois par mois et ce tant qu'il n'a pas été statué sur un retour à la conformité en performance de la station de traitement d'Abzac Bourg lors du jugement annuel de la conformité établi par la DDTM.
- **Au 15 juin 2024**, si un bilan est non conforme sur les 6 réalisés, alors le bénéficiaire propose des mesures correctives et un plan d'actions avant le **15 septembre 2024**.

- Le système d’assainissement d’Abzac Bourg doit être conforme en performance et en équipement au plus tard le **1^{er} janvier 2025**.

4-2. Diagnostic du système d’assainissement

Le maître d’ouvrage du système d’assainissement des eaux usées doit réaliser un diagnostic périodique du système d’assainissement (système de collecte et station de traitement).

Ce diagnostic doit être établi au plus tard le 31 décembre 2025.

Les conclusions de ce diagnostic, accompagnées d’un échancier de réalisation des travaux/aménagements éventuellement préconisés, seront transmises au service chargé de la police de l’eau dans un délai de 3 mois après l’achèvement de la réalisation de ce diagnostic.

Une mise à jour de ce diagnostic est réalisée selon une fréquence n’excédant pas 10 ans.

Afin de tracer, de façon synthétique, l’évolution des programmes de réhabilitation, il convient d’indiquer dans les rapports annuels :

- le programme initial de travaux issu des conclusions schéma directeur d’assainissement (ou ré-actualisé),
- la liste datée des travaux réalisés en lien (ou non) avec le programme initial.

4-3. Système de collecte des effluents bruts :

Le réseau de collecte est de type séparatif.

Le maître d’ouvrage du réseau est le Syndicat Intercommunal d’Adduction d’Eau Potable et d’Assainissement des Vallées de l’Isle et de la Dronne.

Il collecte les effluents de la commune d’Abzac.

Il ne comporte aucun trop-plein capable de collecter un flux de pollution supérieur à 120 kg/j de DBO₅/j.

4-4. Caractéristiques de la station de traitement :

La station de traitement d’Abzac Bourg se situe au lieu-dit « les Arnauds », sur la commune d’Abzac.

Les coordonnées en Lambert 93 du dispositif d’assainissement sont :

	X (m) Lambert 93	Y (m) Lambert 93
Station de traitement	415 131	6 440 370
Point du rejet	453 085	6 440 414

La station de traitement fonctionne sur le principe de boues activées en aération prolongée.

La filière eau est constituée des éléments suivants :

- un poste de relevage ;
- des ouvrages de prétraitement : un dégrilleur , un dessableur/dégraisiseur ;
- un bassin d'aération ;
- un dégazeur ;
- un clarificateur ;
- une fosse à boues ;
- un poste d'extraction recirculation ;
- un canal de rejet.

La filière boues est de type déshydratation naturelle.
Elle comporte 8 casiers de filtres plantés de roseaux.

Les sous-produits des prétraitements sont orientés vers une filière adaptée et agréée.

Il n'existe pas de déversoir de tête ou by pass sur la station de traitement.

L'ensemble des installations de la station de traitement est délimité par une clôture et leur accès interdit à toute personne non autorisée.

4-5. Niveau de rejet :

En dehors des situations inhabituelles décrites à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié, le rejet de la station de traitement doit respecter les valeurs indiquées dans le tableau 1.

Il ne doit pas contenir de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs. Son pH doit être compris entre 6 et 8,5 et sa température être inférieure à 25 °C.

La couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.

Les analyses sont effectuées sur échantillons homogénéisés, ni filtrés, ni décantés.

Les échantillons moyens journaliers doivent respecter :

- soit les valeurs fixées en concentration,
- soit les valeurs fixées en rendement.

Tableau 1			
Paramètres	Concentration à ne pas dépasser	Rendement	Valeurs rédhitoires
DBO ₅	25 mg/l	94 %	50 mg/l
DCO	90 mg/l	89 %	180 mg/l
MES	30 mg/l	95 %	85 mg/l

Le dépassement de ces valeurs fait l'objet d'une justification systématique auprès du service chargé de la police de l'eau.

Le débit nominal constructeur de la station de traitement est de 240 m³/j. Toutefois, le débit de référence pour l'établissement de la conformité annuelle du système d'assainissement correspond soit au débit nominal constructeur soit au PC95 des débits mesurés en entrée de station, si possible sur une période de 5 ans, sinon sur la période pour laquelle on dispose de ces données, jusqu'à l'année antérieure à l'année examinée.

4-6. Jugement de conformité du système d'assainissement :

Chaque année, le service en charge du contrôle vérifie la conformité du système d'assainissement, au cours de l'année précédente, au regard des réglementations qui lui sont applicables. Est ainsi établie la conformité ou la non-conformité du système d'assainissement au regard de la directive européenne Eaux Résiduaires Urbaines (ERU) du 21/05/1991 d'une part et au regard de la réglementation locale, imposée par le présent arrêté préfectoral, d'autre part.

Le jugement de la conformité annuelle du système d'assainissement porte sur la collecte des effluents, les équipements de la station de traitement et ses performances épuratoires.

4-7. Production documentaire :

Le ou les maîtres d'ouvrage des systèmes de collecte et de traitement concernés rédigent et tiennent à jour un cahier de vie, tel que défini à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié.

Ce cahier de vie comporte a minima les éléments listés à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié .

Le système d'assainissement fait l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles au moment de la réhabilitation ou de la reconstruction du système d'assainissement.

4-8. Surveillance de la qualité du milieu récepteur :

Un suivi de la qualité physico-chimique des eaux des Hilaires est réalisé par le bénéficiaire.

Au vu des résultats d'analyses, la fréquence du suivi pourra être modifiée sur demande motivée auprès du service de police de l'eau.

Suivi physico-chimique :

Les mesures physico-chimiques sont réalisées tous les ans, deux fois dans l'année, en amont et en aval du point de rejet, en période de hautes eaux et de basses eaux. En cas d'impossibilité de réalisation du suivi, celui-ci est reprogrammé dans l'année.

Pour les milieux récepteurs connaissant des à-secs récurrents, le suivi de la période de hautes eaux est réalisé durant le 1^{er} semestre de l'année.

Ces analyses sont réalisées sur les paramètres suivants :

- Bilan de l'oxygène (oxygène dissous, taux de saturation en oxygène, DBO₅, carbone organique dissous),

- Température de l'eau,
- Conductivité,
- Nutriments : l'azote organique, l'ammoniacal, les nitrites, les nitrates, le phosphore minéral (phosphates), ainsi que le phosphore total,
- Acidification (pH),
- MES,
- DCO.

Les mesures physico-chimiques doivent être programmées à des dates concomitantes avec la réalisation d'un bilan d'autosurveillance 24 h complet réglementaire sur le rejet de la station.

Les points de prélèvement en amont et en aval du rejet sont soumis pour validation au Service d'Assistance Technique à l'Épuration et au Suivi des Eaux (SATESE) du Département de la Gironde.

Les coordonnées de ces points doivent être précisées dans la fiche terrain renseignée lors de la réalisation du prélèvement et transmise avec les résultats d'analyse. La fiche est à transmettre au service en charge de la police de l'eau.

ARTICLE 5 : Modifications des prescriptions

Si le bénéficiaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui examine la demande et statue si nécessaire par arrêté. Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

ARTICLE 6 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger le dépôt d'une nouvelle déclaration ou d'une demande d'autorisation selon le seuil de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 9 : Publication et information des tiers

La copie du présent arrêté est transmise à la mairie d'Abzac pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations sont mises à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde durant au moins 6 mois.

ARTICLE 10 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant la juridiction administrative territorialement compétente, en application de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois par le bénéficiaire ou l'exploitant à compter de la notification de la décision et dans un délai de quatre mois par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés à l'alinéa précédent.

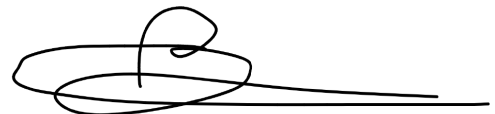
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >>.

ARTICLE 12 : Exécution

- Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la Gironde,
 - Monsieur le chef du service départemental de Gironde de l'Office Français de la Biodiversité,
 - Monsieur le maire de la commune d'Abzac,
 - Monsieur le directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le 25/07/2023

Pour le préfet et par délégation,
le chef de la division de la Police de l'eau
et des milieux aquatiques



Alexandre Bergé